

Promouvoir l'inclusion et l'éducation à la citoyenneté mondiale : une feuille de route pour l'espace européen de l'éducation

1

Résumé

L'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et l'éducation inclusive sont essentielles pour bâtir des sociétés résilientes, démocratiques et génératrices de cohésion sociale à travers l'Europe. Alors que les défis mondiaux s'intensifient, allant du changement climatique et des migrations à la polarisation et aux inégalités, les systèmes éducatifs doivent doter les apprenants non seulement des compétences requises sur le marché du travail, mais aussi des valeurs, des attitudes et des compétences nécessaires pour s'engager de manière responsable dans un monde diversifié et interconnecté.

L'ECM favorise la pensée critique, la compréhension interculturelle et la participation civique, tandis que l'éducation inclusive garantit à chaque apprenant, quels que soient son origine, ses capacités ou son statut, un accès égal à des possibilités d'apprentissage de qualité. Ensemble, elles constituent l'épine dorsale d'un espace européen de l'éducation (EEE) tourné vers l'avenir, aligné sur les valeurs sociales et démocratiques de l'UE et les objectifs de développement durable des Nations unies.

Cette feuille de route vise à promouvoir l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale et l'inclusion dans les systèmes éducatifs dans le cadre d'une approche d'apprentissage tout au long de la vie, afin de responsabiliser les apprenants, de soutenir les éducateurs et de renforcer la participation démocratique.

2

Vision et objectifs

Description du contexte

Dans un monde de plus en plus interconnecté, l'éducation est un outil essentiel pour favoriser la compréhension, l'équité, la responsabilité civique et la conscience environnementale. Dans ce contexte, l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), qui comprend l'éducation à la citoyenneté numérique (CCN) et l'éducation à l'environnement, joue un rôle clé dans la préparation des apprenants à s'engager de manière responsable et efficace dans un monde complexe, interconnecté et numérique.

L'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) fournit aux apprenants les connaissances, les compétences et les valeurs nécessaires pour s'engager de manière significative dans la société, lutter contre les inégalités et contribuer à des communautés durables et démocratiques.

En donnant la priorité à l'inclusion et en veillant à ce que tous les apprenants, en particulier ceux issus de milieux marginalisés ou sous-représentés, aient accès à ces opportunités, l'éducation peut servir de puissant catalyseur pour la cohésion sociale et la participation active à travers l'Europe.

Dans le réseau SOLIDAR, l'éducation à la citoyenneté mondiale est comprise comme une éducation politique à l'échelle mondiale qui prépare les apprenants à développer un sentiment d'appartenance à la communauté mondiale, à s'impliquer et à jouer un rôle actif dans la société afin de contribuer à un monde pacifique et juste dans lequel les ressources écologiques sont préservées (De Andreotti, 2014).

Les récentes évolutions politiques de l'UE ont jeté des bases solides pour l'éducation à la citoyenneté dans l'espace européen de l'éducation. Parmi les étapes clés, citons le plan d'action 2025 sur les compétences de base, qui intègre la citoyenneté comme une compétence fondamentale au même titre que la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences numériques, soulignant son importance pour le renforcement et le maintien des valeurs démocratiques. Les conclusions du Conseil de 2023 sur la contribution de l'éducation et de la formation au renforcement des valeurs européennes communes et de la citoyenneté démocratique réaffirment l'importance des compétences citoyennes, de l'inclusion, de l'esprit critique et de la résilience face à la désinformation, signalant ainsi l'engagement commun de l'UE à renforcer l'engagement démocratique dans l'éducation. En outre, elles proposent l'élaboration d'un cadre européen de compétences pour l'éducation à la citoyenneté active et démocratique, destiné aux apprenants et aux éducateurs, qui permettra d'évaluer les compétences de manière complémentaire aux cadres de compétences européens déjà existants.

En complément, le rapport 2022 du Parlement européen sur la mise en œuvre des actions d'éducation à la citoyenneté passe en revue les initiatives existantes, identifie les lacunes en matière de politique et de financement, et recommande de développer la formation des enseignants, la coopération transfrontalière et les approches fondées sur des données probantes afin d'améliorer les résultats d'apprentissage. En outre, l'une des recommandations des conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe est l'introduction de compétences partagées dans le domaine de l'éducation en général et, au minimum, dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté. Dans le cas du Conseil de l'Europe, celui-ci travaille actuellement à l'élaboration d'une convention-cadre sur un espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, qui vise à renouveler la mission civique de l'éducation et à préparer les apprenants à vivre en tant que citoyens actifs dans une société démocratique.

Ensemble, ces initiatives constituent une base politique solide ; toutefois, leur mise en œuvre reste inégale et leur financement fragmenté, ce qui souligne la nécessité permanente d'un cadre stratégique qui harmonise les compétences, l'éducation inclusive et les ressources durables à travers l'Europe.



Tracer la voie, piloter le changement : neuf étapes pour passer de la vision à l'action

Renforcer les fondements de l'ECM pour tous-tes dans l'UE

Une stratégie coordonnée de l'Union européenne en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) améliorerait considérablement la qualité et la cohérence de l'ECM dans tous les États membres. **Il est essentiel d'établir une compétence au niveau de l'UE en matière d'éducation à la citoyenneté** afin de garantir la cohérence et une orientation commune. Une telle stratégie contribuerait directement à la réalisation des objectifs de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE) et à la promotion des valeurs fondamentales de l'UE, notamment la démocratie, l'inclusion sociale et les droits de l'homme, dans le cadre plus large de l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour obtenir des progrès mesurables, la stratégie devrait inclure **des critères de référence clairs pour l'ECM** et s'appuyer sur **un cadre de financement cohérent et bien structuré**, aligné sur ses objectifs. Cela implique de dépasser le stade des initiatives fragmentées pour adopter une approche coordonnée qui intègre la conception des politiques, les mécanismes de financement et les mesures de mise en œuvre. L'élaboration d'un cadre de compétences européen pour l'éducation à la citoyenneté active et démocratique, s'appuyant sur la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits humains et sur le Cadre de référence des compétences pour la culture démocratique, constituerait une base solide pour cet effort. Des discussions sur l'élaboration d'un cadre de compétences de l'UE sont actuellement en cours. Il est essentiel que toutes les parties prenantes concernées, y compris les décideurs politiques, la société civile et les acteurs de tous les secteurs de l'éducation, participent activement à ce processus afin de garantir que le cadre soit complet et inclusif.

À l'heure actuelle, bien que le plan d'action pour les compétences de base reconnaisse les compétences de citoyenneté comme faisant partie des compétences essentielles, il n'existe toujours pas **d'objectif au niveau de l'UE en matière de compétences de citoyenneté**. Les discussions actuelles sur la définition d'objectifs mesurables et fondés sur les connaissances restent principalement axées sur l'éducation formelle, laissant les apprenants adultes et ceux qui ne sont pas scolarisés dans le cadre formel exposés au risque d'exclusion. **Une stratégie cohérente de l'UE doit donc fixer des objectifs clairs et inclusifs qui englobent l'apprentissage dans les environnements formels, non formels et informels**. Cela permettrait de suivre les progrès de manière cohérente tout en garantissant que les adultes et les groupes marginalisés soient inclus de manière significative et que les systèmes nationaux soient équipés pour **évaluer et valider les compétences citoyennes des apprenants de tous âges**.

Un financement stratégique et bien coordonné sera essentiel pour rendre possible une stratégie européenne en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale. Des programmes



tels qu'Erasmus+ pourraient jouer un rôle plus important dans le développement des capacités des enseignants en soutenant à la fois la formation initiale des enseignants (ITE) et le développement professionnel continu (CPD). De même, Horizon Europe pourrait renforcer la recherche sur les pratiques d'éducation à la citoyenneté mondiale dans divers environnements d'apprentissage. Le programme DEAR (Development Education Awareness Raising) peut apporter un soutien ciblé aux projets qui favorisent la sensibilisation à la citoyenneté mondiale et l'engagement actif. Une coopération accrue entre les acteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle, ainsi qu'une collaboration plus étroite avec des organisations telles que le Conseil de l'Europe, renforceraient encore les efforts en matière d'ECM. Enfin, des recherches fiables et à long terme sur l'impact de l'ECM fourniraient des données essentielles pour éclairer et soutenir l'élaboration des politiques.

Prévisibilité et durabilité du financement

Une stratégie européenne en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale ne peut atteindre ses objectifs que si elle s'appuie sur un **financement bien structuré et ciblé**, en adéquation avec ses objectifs. À l'heure actuelle, toute une série de ressources sont disponibles pour faire progresser le programme d'éducation à la citoyenneté au niveau de l'UE, notamment les programmes Erasmus+, CERV et DEAR. **Une plus grande cohérence entre tous les programmes de financement** contribuerait à rationaliser les efforts, permettant ainsi de mener des projets coordonnés qui tirent parti des atouts de chaque programme sans chevauchement redondant. Une approche complémentaire permet d'éviter la fragmentation des flux de financement et garantit un meilleur impact, ainsi qu'un message politique cohérent dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté pour tous les instruments de financement.

En ce sens, il est essentiel **d'établir et de garantir un financement durable, dédié et clairement identifié** pour l'éducation à la citoyenneté mondiale dans le cadre des instruments de financement actuels et futurs de l'UE. Les recherches montrent que, d'une part, les fonds alloués à l'ECM dans l'éducation formelle sont insuffisants et que, d'autre part, les acteurs de l'éducation non formelle, tels que les OSC, dépendent fortement des fonds publics (au niveau national ou européen), ce qui affecte la durabilité des projets d'ECM à long terme. Les possibilités de financement à moyen et long terme pour les initiatives de ECM doivent être garanties dans le cadre d'une stratégie nationale.

L'ECM devrait être au premier plan

L'accent mis par la Commission européenne sur l'acquisition de compétences pour l'employabilité risque de rester superficiel au regard des défis actuels. Si l'employabilité est importante, cette approche restrictive néglige les troubles démocratiques qui agitent l'Europe et au-delà. Ce dont **nous avons besoin de toute urgence**, notamment pour stimuler la productivité du travail tant souhaitée, **ce sont des personnes dotées de compétences transversales et civiques**, capables de penser de manière critique, d'agir de manière responsable et de s'engager au-delà des frontières.



Préserver le caractère mondial de l'ECI

Dans les politiques de l'UE, telles que la proposition de la Commission sur le prochain cadre financier pluriannuel, l'éducation à la citoyenneté est étroitement centrée sur les valeurs de l'UE, négligeant les défis mondiaux tels que le changement climatique, les inégalités et les droits de l'homme. La limiter à une perspective régionale risque de former des apprenants qui sont certes des Européens informés, mais qui ne sont pas préparés à s'engager à l'échelle mondiale. **Il est essentiel de réintégrer une dimension mondiale** afin de doter les apprenants de tous âges des compétences, de la solidarité et de l'esprit critique nécessaires pour devenir des citoyens responsables et actifs.

ECM critique

Les études récentes soulignent **la nécessité d'une ECM « critique » qui dépasse les cadres traditionnels afin de permettre des expériences d'apprentissage véritablement transformatrices**. Les critiques soulignent que l'ECM traditionnelle comporte souvent des préjugés libéraux occidentaux implicites, risque d'encourager l'élitisme éducatif et s'aligne sur des politiques néolibérales susceptibles de nuire à la solidarité mondiale et à la durabilité. Les membres de SOLIDAR font écho à ces préoccupations, soulignant la nécessité d'une réflexion individuelle et d'un plaidoyer systémique pour rendre l'ECM plus inclusive, accessible et efficace dans la lutte contre les inégalités et l'oppression.

L'ECM critique met l'accent sur le potentiel transformateur de l'éducation en encourageant les apprenants à réfléchir à leurs valeurs, à s'engager dans des questions controversées et à remettre en question les structures du pouvoir. Les recherches mettent en évidence trois approches clés pour soutenir cette démarche : une perspective transnationale, une optique décoloniale/postcoloniale et une approche intersectionnelle, qui contribuent toutes à déconstruire les discours dominants et à amplifier les voix marginalisées. La promotion d'une approche critique et la création d'espaces de réflexion pour les éducateurs peuvent faire progresser une ECM significative, équitable et transformatrice dans les contextes éducatifs formels et non formels.

ECM implique Education au numérique

Le Conseil de l'Europe décrit l'éducation à la citoyenneté numérique (DCE) comme suit : « L'éducation à la citoyenneté numérique consiste à donner aux apprenants de tous âges les moyens, par l'éducation ou l'acquisition de compétences, d'apprendre et de participer activement à une société numérique afin d'exercer et de défendre leurs droits et responsabilités démocratiques en ligne, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit dans le cyberspace ». Chez SOLIDAR, le concept de « citoyenneté numérique » n'est donc pas totalement différent ou distinct de la « citoyenneté non numérique », mais fait référence à une dimension numérique de la citoyenneté et inclut les devoirs et les droits dont dispose un citoyen tant dans le monde réel que dans le monde virtuel. Alors que la transition numérique se déroule sous nos yeux, la dimension numérique de la participation civique et des droits civiques doit être intégrée de manière adéquate dans l'éducation à la citoyenneté mondiale.



Participation inclusive

L'éducation à la citoyenneté a un impact particulièrement important sur **les apprenants issus de milieux sous-représentés**, car elle contribue à combler les écarts en matière de participation politique et d'engagement civique. Les recherches montrent que **l'apprentissage non formel et informel (NFIL) continue de constituer la pierre angulaire de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM)**, en s'attaquant efficacement aux inégalités d'accès, en particulier pour les groupes systématiquement marginalisés.

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel dans l'amplification des « voix venues d'en bas », en faisant entendre les points de vue des communautés locales dans la sphère politique et en favorisant des environnements inclusifs et autonomisants pour tous les apprenants. Il est particulièrement important de veiller à ce que les apprenants de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) soient inclus dans les initiatives d'éducation à la citoyenneté dans tous les États membres de l'UE, car cela favorise leur participation politique active et leur engagement dans la vie démocratique.

Formation et renforcement des capacités

Offrir des possibilités de formation et de renforcement des capacités en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale en adoptant **une approche globale de l'éducation**, qui s'adresse non seulement aux enseignants, mais aussi à l'ensemble de la communauté éducative, aux décideurs politiques, aux chefs d'établissement et à toutes les parties prenantes impliquées dans l'éducation formelle et non formelle. Afin de donner aux éducateurs les moyens de traiter des sujets complexes et de favoriser des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs, l'éducation à la citoyenneté devrait faire partie intégrante de la formation initiale et continue des enseignants.es et éducateur.ices.

Collaboration entre tous·tes les acteur·ices

Aujourd'hui, **la collaboration entre les acteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle est essentielle** pour offrir une éducation et une formation de qualité tout au long de la vie. Promouvoir les possibilités de coopération entre tous les types de d'acteurs éducatifs, dans le cadre d'une approche d'apprentissage tout au long de la vie, et garantir la participation de tous les membres de la communauté éducative grâce à une approche globale de l'éducation, peut renforcer la mise en œuvre de l'ECM pour tous et toutes à tous les niveaux.

4

Conclusion et appel à l'action

Dans le contexte actuel marqué par une polarisation croissante, la désinformation généralisée et une fragmentation sociale grandissante, la nécessité de cultiver des sociétés inclusives et démocratiques n'a jamais été aussi pressante. L'éducation joue un rôle central dans l'acquisition par les citoyens de l'esprit critique, de la conscience citoyenne et de la compréhension interculturelle nécessaires pour relever ces défis.



Il est donc impératif que les États membres, la Commission européenne, le Parlement européen, la société civile, les éducateurs et les apprenants unissent leurs forces pour créer un espace européen de l'éducation résilient et inclusif. Grâce à la promotion d'une stratégie globale en faveur de l'éducation à la citoyenneté mondiale et à un engagement sans faille en faveur de l'inclusion, toutes les parties prenantes peuvent contribuer à façonner des sociétés qui soient non seulement justes et participatives, mais aussi capables de favoriser la solidarité, le respect mutuel et l'engagement civique actif de tous les apprenants.

5

Lectures complémentaires

- [SOLIDAR Foundation \(2025\) Education Policy Pill: Digital Citizenship Education](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2024\) Policy Paper | Global Citizenship Education and Democratic Participation in Europe](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2024\) ECHO network | Plea for an ethical and sustainable digital transition](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2024\) Education Policy Pill: Global Citizenship Education and democratic participation in Europe](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2024\) Education Policy Pill: EP Elections Campaign](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2023\) Policy Paper We All Belong: The role of GCE in supporting democratic participation and addressing current global challenges](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2023\) Education Policy Pill: Global Citizenship Education \(GCE\)](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2022\) Policy Paper – Peace Education Sustainable Journey to Peace: Peace Education in the Context of Global Citizenship Education](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2022\) Citizenship and Lifelong Learning Monitor 2021](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2021\) Citizenship and Lifelong Learning Monitor 2020](#)
- [SOLIDAR Foundation \(2020\) Citizenship and Lifelong Learning Monitor 2019](#)



Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.



Co-funded by
the European Union